

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1922-1925.

Projet de loi

approuvant le Traité de Commerce Belgo-Polonais (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
PAR M. SEGERS (2).

MESSIEURS,

La loi portant ratification du Traité de Commerce conclu le 30 décembre 1922 entre la Belgique et la Pologne vient d'être votée par la Diète et par le Sénat polonais.

Il y a lieu pour les Chambres belges de lui donner aussi leur approbation.

Le traité est avant tout un « traité d'établissement ». Il a pour but de donner une base juridique aux relations commerciales de la Belgique avec la Pologne, et de mettre aux mains des Gouvernements des deux pays un instrument diplomatique susceptible de sauvegarder et de défendre les droits et les intérêts de leurs nationaux.

La Belgique, en donnant à cette charte son adhésion, sera heureuse de voir resserrer ses liens d'amitié avec la Pologne et de voir se raffermir et s'étendre les rapports économiques entre les deux pays.

*
* *

Le traité est basé sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée. Il stipule la réciprocité.

Pareille clause, inscrite déjà dans les traités conclus par la Pologne avec la

(1) Projet de loi, n° 408.

(2) Composition de la Commission : MM. Brunet, président, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Forthomme, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert et Winandy.

Suisse, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, est celle qui convient le mieux, surtout à cette heure à un traité belgo-polonais.

1. La Belgique ne pouvait songer à conclure un traité à tarifs au moment où son régime douanier est en pleine refonte. Son tarif ancien, qui ne comprenait que 70 rubriques, va être abrogé. Son tarif nouveau, qui ne prévoit pas moins de 1,200 rubriques, n'est pas encore voté. Ni l'un, ni l'autre n'aurait pu sans aléas servir de base à un statut suffisamment certain et définitif.

2. La Pologne, d'ailleurs, a un tarif douanier élevé. Il date du 4 novembre 1919. Il a pour but de permettre à la Pologne de développer son industrie, et il s'inspire en grande partie de l'ancien tarif russe, à caractère protecteur accentué, qui s'élevait en moyenne à 30 p. c. *ad valorem*. C'est ainsi, qu'en dehors des produits nécessaires non fabriqués dans le pays, les articles importés, et plus spécialement les articles de luxe, sont assujettis à des surtaxes. Les articles de luxe, et notamment les soieries et les broderies payent 800 fois le droit du tarif. La plupart des machines autres que les machines agricoles doivent acquitter un droit décuplé. Le surplus de l'importation est frappé d'un taux qui s'élève jusqu'à 500 fois celui du tarif.

Il eut donc été difficile pour la Belgique d'obtenir à titre individuel des réductions sensibles sur de telles surtaxes. La meilleure politique à suivre était celle qui consistait à nous faire accorder, grâce au jeu de la clause de la nation la plus favorisée, les réductions accordées à d'autres pays.

Déjà, en dehors des conventions faites avec la Suisse, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, que nous avons signalées plus haut, la Pologne a conclu des traités avec l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Yougoslavie et la France.

Ces traités prévoient des réductions. La convention faite avec la France stipule, en faveur de nombreux articles, des réductions de 20 à 50 p. c. sur les taux du tarif général polonais. La Belgique en profitera, car plusieurs de ces réductions portent sur des produits que nous exportons.

3. Enfin, le commerce entre la Belgique et la Pologne demeure encore incertain. Il traverse une phase expérimentale. C'est pour la Pologne nouvelle une période de début. Tout est nouveau et tout est à faire. Mieux vaut donc un traité d'établissement, qui permettra à la Belgique comme à la Pologne de poursuivre l'expérience, dans le désir réciproque de prolonger la convention et de développer de plus en plus la compénétration économique des deux pays et leurs rapports commerciaux.

C'est ce qui justifie le terme *d'un an* prévu pour le traité et la clause stipulant que celui-ci sera renouvelable par tacite reconduction et dénonçable moyennant un préavis de trois mois. Ce délai d'un an correspond d'ailleurs au terme fixé dans d'autres traités en vigueur, qui se prolongent d'année en année en vertu de la clause de tacite reconduction. L'expérience a prouvé que ces traités, tout en mettant entre nos mains un instrument suffisamment souple pour permettre une révision ou des réajustements éventuels, sont susceptibles de se prolonger, en stimulant le rapprochement économique et en consolidant les relations commerciales.

Il n'est pas sans intérêt à cet égard, en ce qui concerne spécialement les relations belgo-polonaises, de signaler l'état actuel des rapports économiques qui existent entre les deux pays et de mettre en lumière le champ d'activité qui s'ouvre à ces relations pour l'avenir.

A) En ce moment, en dehors des intérêts industriels que nous avons en Pologne, la situation commerciale est la suivante :

Du côté belge, en 1921, d'après les statistiques officielles, l'exportation de Belgique en Pologne s'est élevée à 10,698,614 francs (sous déduction d'environ 18 millions de francs de froment, qui semblent être du transit).

Ce chiffre comprend des matières brutes, telles les peaux (1,534,946 fr.) ou des matières préparées, des laines (3,283,047 fr.), du coton (1,523,824 fr.), des produits fabriqués, tels que les fils de coton, des automobiles et des machines (3,076,752 fr.), des objets d'alimentation (653,824 fr.).

Du côté polonais, on n'a importé en Belgique, en 1921 que pour 1,760,383 fr. de produits parmi lesquels on note des produits alimentaires (79,843 fr.), des matières brutes ou préparées (1,366,139 fr.), et spécialement des bois, et des produits fabriqués (314,300 fr.), parmi lesquels figurent des meubles et des machines de fonte.

Les chiffres de 1922 prouvent que l'exportation belge en Pologne a faibli, tandis que les importations de la Pologne en Belgique se sont accrues. Et comme il est établi que la réduction de nos exportations vers la Pologne sont dues, en même temps qu'à la baisse du change, aux droits élevés qui frappaient plusieurs de nos produits et aux interdictions d'importer, il est utile de signaler que le nouveau Traité de Commerce permettrait d'abroger les interdictions et de réduire certains droits. Aussi a-t-on pris le soin de stipuler *in fine* de l'article 6 « que les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure reconnus indispensables aux conditions économiques actuelles ». Comme d'autre part, la Belgique n'a jamais appliqué à la Pologne la loi du 8 avril 1922 relative aux pays à change déprécié, la Pologne a pu commencer à développer ses exportations vers notre pays. Il n'est pas douteux que sous l'empire du nouveau traité, elle a le moyen de les développer encore davantage.

B) Si les relations commerciales entre les deux pays paraissent encore modestes, nous avons l'espoir fondé de les voir s'étendre dans l'avenir.

La Pologne et la Belgique sont l'un pour l'autre des pays de complément. Nous devons pouvoir recevoir de Pologne des matières premières. La Pologne doit pouvoir trouver en Belgique des produits fabriqués ou préparés. La Pologne nouvelle, d'une superficie à peu près égale à celle de la France, comprend 27 millions d'habitants. Elle se reconstitue et a d'incontestables besoins. Elle sera bientôt, surtout si son change s'améliore, un pays d'investissement pour les capitaux étrangers, et une source de produits.

Le comte Sobansky, le distingué diplomate qui représente la Pologne à Bruxelles, vient, dans un article remarqué, paru dans le bulletin de mai dernier de la « Société belge d'Études et d'Expansion », de mettre en lumière la situation économique actuelle de la Pologne, les progrès que réalise son pays et l'horizon commercial qu'il ouvre aux relations avec l'extérieur. L'étude est intéressante surtout parce qu'elle indique l'état le plus récent des *richesses naturelles du pays*, en *houille* (4,800 kilomètres carrés, 40 millions de tonnes annuelles, ce qui donne à la Pologne la quatrième place pour la production dans le monde), en *lignite* (dans le bassin de Dabrowa, en Posnanie et en Haute-Silésie), en *minerais*

de zinc et de plomb (600,000 tonnes extraites en 1913), en pétrole (1 million de tonnes par an ; c'est la plus grande richesse minérale de la Galicie), en sel gemme (300,000 tonnes par an à Wieliczka et en Galicie Orientale), en sel de potasse, en minerais de fer (2 millions de tonnes en 1913). Elle signale de même l'état de l'agriculture de cet ancien « grenier de l'Europe », qui en 1919 avait encore 26 p. c. de terres arables en friche et qui n'en avait plus que 2.1 p. c. en 1922, qui occupe en Europe le second rang pour la production du seigle et des pommes de terre, le troisième pour celle de l'avoine et le quatrième pour celle de l'orge et des betteraves sucrières, qui avait en 1922 une production de sucre de 300,000 tonnes, soit la moitié de la production d'avant-guerre, qui possède 5 millions d'hectares de bois, d'une production moyenne, avant la guerre, d'environ 4 mètres cubes par hectare, et qui a reconstitué son cheptel, riche en 1910 de 3,402,600 chevaux, de 8,374,800 bêtes à cornes, de 4,277,100 moutons et chèvres et de 5,400,000 porcs. Elle nous dit ce qu'est aujourd'hui l'industrie de la Pologne, sa métallurgie, établie près du combustible sur le minerai de fer, ses textiles qui occupent 200,000 ouvriers, son industrie très développée du ciment, son industrie chimique, son industrie du papier, du verre, du cuir, de l'ameublement, etc., qui, « sans outillage, sans matières premières et sans capitaux », à la fin de la guerre reprennent partout leur activité. Elle nous montre que, pour la reconstitution du réseau ferré qui ne dispose encore que de 4,350 locomotives et de 90,000 wagons, des commandes ont pu être passées en Belgique comme en Amérique, et elle rappelle que le nouveau Président de la République, comprenant la nécessité d'assainir avant tout la situation financière de son pays, a réuni une conférence des anciens Ministres des finances qui ont élaboré un programme que le Gouvernement cherche à mettre, en ce moment, à exécution. Depuis lors, un intéressant exposé de M. Grabski, Ministre des Finances, vient de paraître sous le titre « L'assainissement des Finances polonaises ». Il est suivi d'un projet de loi fait pour assurer le relèvement financier du pays et d'un plan financier à exécuter de 1923 à 1925. Il prouve l'esprit de réalisation pratique que la Pologne entend mettre au service de son effort de bonne volonté.

*
* *

Le traité, en dehors du principe de la clause de la nation la plus favorisée, comprend une série d'applications explicites de ce principe en même temps qu'un régime de sécurité et de protection relatif aux droits essentiels des ressortissants des deux pays et basé sur la réciprocité.

1. D'une part donc, le traité constitue une charte des intérêts essentiels au sujet desquels est stipulé le privilège de la *réciprocité*.

Cette réciprocité est prévue notamment :

a) pour le traitement relatif à la situation juridique des ressortissants de la nation co-contractante, à leurs biens mobiliers et immobiliers, à leurs droits et intérêts et plus spécialement au droit qu'ils ont d'ester en justice, d'avoir accès auprès des autorités, de choisir librement leurs avocats et leurs mandataires (art. 2).

b) pour la constitution des sociétés civiles et commerciales. Une société belge,

établie en Belgique, verra son existence juridique reconnue en Pologne — (et réciproquement) — et elle aura, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux. Elle pourra, en se soumettant aux lois polonaises, s'établir sur le territoire polonais, y fonder des filiales et des succursales et y exercer son industrie, et on ne pourra lui appliquer aucun régime d'exception, en ce qui concerne les taxes, les contributions et les redevances fiscales (art. 3).

e) pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans le pays co-contractant, et pour le payement des droits, taxes, tarifs de transports, impôts, etc. qui y sont afférents ; pour la dispense du payement des emprunts, des dons nationaux et des contributions imposées pour les besoins de la guerre ;

pour l'exemption du service militaire et des fonctions officielles obligatoires ;

pour les prestations et les réquisitions militaires. (Art. 5.)

d) pour la franchise de tous droits d'entrée et de sortie — bien entendu sous réserve des règlements en vigueur — 1° pour les échantillons passibles de droits de douanes, y compris ceux des voyageurs de commerce ; 2° pour les objets destinés aux expositions et aux concours. (Art. 8.)

e) pour le droit prévu au profit des négociants, fabricants et commis-voyageurs, munis d'une carte de légitimation de leur pays, de faire des achats et de rechercher des commandes dans l'autre pays. (Art. 10.)

f) pour le traitement à assurer aux agents d'émigration d'un pays dans le pays co-contractant, en ce qui concerne les autorisations, les taxes et autres facilités. (Art. 11.)

g) pour ce qui concerne les droits, taxes, charges et traitements à imposer aux navires et bateaux, aux cargaisons, aux passagers et bagages de l'autre pays, de même que pour ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement et les formalités auxquelles les bâtiments et les équipages sont assujettis. (Art. 12.)

h) pour les marchandises qui traverseront l'un des deux pays. Elles seront réciproquement exemptes de tout droit de douane, exception faite des droits de statistique et de surveillance. (Art. 9.)

2° D'autre part, le traité fait application à quelques cas concrets de *la clause de la nation la plus favorisée*.

C'est ainsi que le principe est mis en vigueur :

a) pour les droits et les taxes intérieures à percevoir pour le compte de l'État, des provinces et des communes ou d'autres institutions publiques. Ces droits et taxes ne pourront pas frapper en Pologne les produits, marchandises et articles venant de Belgique d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles polonais de même espèce ou ceux de la nation la plus favorisée. (Art. 4.)

b) Pour les produits du sol ou de l'industrie originaires et en provenance de l'un des deux pays. Qu'ils soient destinés à la consommation ou à l'entreposage, ou à la réexpédition ou au transit, ils seront soumis, — notamment en ce qui concerne les droits et les restrictions — au traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Les exportations d'un des deux pays vers l'autre ne pourront pas être grevées

par le pays exportateur de droits ou taxes autres que ceux qui frappent les mêmes objets exportés vers le pays le plus favorisé à cet égard. Il en est de même pour les restrictions à imposer à ces objets exportés. (Art. 6);

c) Pour la liberté de transit, qui est en ce moment de droit commun en Europe, mais qui sera appliquée par chacun des deux pays à l'autre, en lui assurant en plus le traitement de la nation la plus favorisée;

d) Pour les entreprises d'émigration. Celles-ci bénéficieront dans chacun des deux pays, sous tous les rapports, des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions, que les entreprises similaires du pays le plus favorisé. (Art. 11);

e) Pour toutes les formalités, administratives ou autres, qui seront rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans le traité, sans que, bien entendu, les stipulations du traité, qui garantissent le traitement de la nation la plus favorisée, ne puissent avoir pour effet de déroger aux lois, ordonnances et règlements en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté et de sécurité générale et d'exercice de certains métiers et professions « qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers. » (Art. 13.)

* * *

Il est à peine besoin de faire ressortir l'intérêt que présentent, au point de vue de la Belgique, les stipulations de l'article 11, relatives à l'émigration.

Elles ont pour effet pratique non seulement d'assurer le libre transit à travers la Pologne des émigrants, et notamment des émigrants roumains et bulgares, qui se dirigeraient vers le port d'Anvers, mais aussi d'accorder en Pologne aux entreprises d'émigration qui sont établies en Belgique le traitement le plus favorable accordé aux entreprises similaires d'une autre nation et de faire jouir les représentants belges ou les agents qualifiés de ces entreprises en Pologne du traitement intégral accordé aux ressortissants polonais.

Cette clause a pour but de mettre le port d'Anvers, au point de vue de l'émigration des sujets polonais ou des émigrants qui transitent à travers la Pologne, sur le pied du port de Dantzig ou du port étranger le plus favorisé.

* * *

L'article 7 du traité prévoit une exception au principe de base que constitue la clause de la nation la plus favorisée et qui se trouve précisée dans l'article 6. Celui-ci stipule que chacune des parties contractantes s'engage à faire profiter automatiquement l'autre partie de toute faveur, de tout privilège et de toute réduction de droits ou de taxe accordés à titre permanent ou temporaire à une autre nation.

Aux termes de l'article 7, ce principe ne s'appliquera pas :

- « 1° Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans le trafic-frontière avec les pays limitrophes ;
- 2° aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ou économique ;
- 3° au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute-Silésie ».

Cette exception s'explique par la situation spéciale qui résulte de l'état des

frontières, en même temps que par l'intérêt exceptionnel que peut présenter pour l'un des deux pays une union douanière ou économique. Il s'applique notamment à la Belgique vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg et à la Pologne en ce qui concerne la Haute-Silésie.

* * *

Quelques objections ont été faites au traité en dehors de la Commission. Ces critiques portaient sur le principe consacré par la clause de la nation la plus favorisée, et sur l'article 6 qui en précise la portée.

Elles étaient étayées par deux considérations :

1° Ce traité, qui accorde à la Pologne le bénéfice de notre futur tarif minimum, peut être un obstacle aux négociations douanières et économiques en cours avec la France.

2° Ce traité peut constituer un précédent fâcheux. Il nous prive pour des négociations ultérieures avec d'autres pays d'un moyen de défense, que nous aurions conservé en n'accordant que des réductions partielles sur notre tarif maximum, et en maintenant, par exemple, un régime intermédiaire entre les taux maxima et les taux minima de notre futur tarif.

Il est facile de répondre à ces objections :

1° En ce qui concerne nos négociations avec la France, il suffit de signaler que celles-ci sont terminées et que d'ailleurs à aucun moment elles n'ont été entravées ou même influencées par le traité belgo-polonais, dont la France n'ignorait pas la teneur et dont elle a parfaitement saisi la portée.

2° — En ce qui concerne le fond même du traité, il faut faire remarquer tout d'abord que celui-ci ne constitue pas une nouveauté. La Belgique, qui a toujours été libre-échangiste, et qui doit le rester si elle ne veut pas être exposée aux pires mécomptes économiques, a dans les cas les plus nombreux inscrit dans ses traités la clause du traitement de la nation la plus favorisée. Elle a ainsi accordé le bénéfice de son tarif minimum à son partenaire, mais elle a assuré, par voie de réciprocité, le même avantage à ses nationaux exportateurs, et très sagement, alors qu'elle doit importer la plus grande partie de ses matières alimentaires et des matières premières nécessaires à ses usines et exporter ses produits préparés et fabriqués, elle s'est mise à l'abri de représailles ou des mesures protectrices qui augmenteraient à l'intérieur le prix de la vie et qui la ruineraient sur le marché de la concurrence extérieure.

Le tarif minimum belge n'est pas accordé sans réserve à la Pologne. Il l'est pratiquement, oui, mais en raison du jeu de la clause de la nation la plus favorisée. Or, cette clause nous lie déjà à un grand nombre de pays, qui bénéficieront de notre tarif minimum, alors notamment qu'ils sont soumis pour l'entrée de leurs produits dans d'autres pays à un régime plus sévère. Ceci est l'essence même de la clause de la nation la plus favorisée. Le tarif minimum demeurera donc d'application normale dans le plus grand nombre de nos traités. Un pays protectionniste peut trouver plus favorable de ne faire que des traités à tarifs annexés. Il y trouve le moyen de mieux défendre certaines de ses industries et certains de ses produits. Un pays libre-échangiste, au contraire, qui doit considérer ses intérêts dans une vue d'ensemble et dans des intentions plus libérales, s'exposerait bientôt aux

pires dangers en entrant dans la voie des traités à tarifs distincts. Il serait amené, surtout lorsque ce pays est petit et lorsqu'il est dans la nécessité de se concilier certaines sympathies, de consentir aux uns les avantages qu'il aurait consentis aux autres, sans obtenir peut-être en compensation les faveurs et les dégrèvements que son co-contractant a été obligé d'accorder à des pays tiers et que peut seul lui assurer sans discussion et sans marchandage la clause de la nation la plus favorisée. Pareille clause est faite pour un pays restreint comme le nôtre. Elle est faite pour un pays exposé comme le nôtre. Elle est faite pour un pays qui, comme le nôtre, doit importer la plus grande partie de ses matières premières et 70 p. c. de ses aliments. Elle est faite pour un pays qui, comme le nôtre, doit vivre industriellement et commercialement de l'étranger.

En ce qui concerne spécialement nos relations avec la Pologne, il est évident qu'il nous eût été impossible d'obtenir par un traité à tarifs annexés le régime obtenu de la Pologne par la France, vis-à-vis de qui la Pologne avait des raisons majeures de consentir des sacrifices. Or, ces avantages obtenus par la France nous sont assurés sans exception par le traité, grâce à la clause de la nation la plus favorisée qui le régit.

L'industrie belge peut d'ailleurs être rassurée. Il suffit de jeter les yeux sur le chiffre des importations venues ces dernières années de Pologne, pour constater qu'il ne justifie aucune appréhension. Il ne faut pas, d'autre part, craindre la concurrence que feraient à nos produits en Belgique, grâce à la dépréciation du change, les produits polonais. Cette concurrence ne s'est pas produite jusqu'ici. Déjà le change polonais tend à se relever. Et le mouvement assentionnel de l'industrie polonaise, qui peut amener une plus forte importation en Belgique, ne peut qu'aller de pair avec le relèvement des finances en Pologne. Nous trouvons d'ailleurs une compensation sérieuse à ces aléas dans la possibilité qu'a la Belgique d'augmenter de suite ses exportations vers la Pologne.

Enfin, le traité n'a qu'une durée limitée. Après un an, il peut être résilié en tout temps moyennant un préavis de trois mois. Nous ne manquerons pas, après cette courte expérience, d'entendre les observations que l'application du traité pourrait suggérer à notre industrie, et le Gouvernement responsable saura aviser.

Je souhaite d'ici là, Messieurs, que toute crainte s'évanouisse et que nous voyons s'ouvrir l'ère d'un rapprochement commercial chaque jour plus étroit entre deux pays, qui se sentent portés l'un vers l'autre par de chaudes sympathies et qui, sur le terrain des intérêts économiques, sont faits pour se comprendre, se compléter et se fortifier dans un mutuel effort.

Le Rapporteur,

PAUL SEGERS.

Le Président,

EMILE BRUNET.



(Nr 348.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1922-1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Belgisch-Poolsch Handelsverdrag ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR BUITENLANDSCHE ZAKEN
UITGEBRACHT(2) DOOR DEN HEER SEGERS.

MIJNE HEEREN,

De wet tot goedkeuring van het Handelsverdrag, op 30 December 1922 tusschen België en Polen gesloten, werd onlangs door de Poolsche Landdag en Senaat aangenomen.

De Belgische Kamers hebben alle reden er toe om daaraan hunne goedkeuring te hechten.

Het verdrag is hoofdzakelijk een « verdrag van vestiging ». Het heeft ten doel, de handelsbetrekkingen tusschen België en Polen op juridischen grondslag te vestigen, en de Regeeringen van beide landen te begiftigen met een diplomatisch middel waardoor het mogelijk is de rechten en de belangen van hunne ingezetenen te beschermen en te verdedigen.

Wanneer België zijne goedkeuring aan dit verdrag hecht, zal het met genoegen bevinden, dat de economische betrekkingen tusschen beide landen worden verstevigd en uitgebreid.

* * *

Het verdrag berust op het beginsel van de bepaling der meest begunstigde natie. De wederkeerigheid wordt er in bepaald.

(1) Wetsontwerp, n^o 408.

(2) Samenstelling van de *Commissie*: de heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Forthomme, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Piérard, Pouliet, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert en Winandy.

Dergelijke bepaling, welke reeds staat geschreven in de overeenkomsten door Polen aangegaan met Zwitserland, Rumenië en Tchecho-Slowakije, is de best geschikte voor een Belgisch-Poolsch verdrag, vooral heden ten ten dage.

1. België kon er niet aan denken, eene tarieven-overeenkomst te sluiten op het oogenblik dat zijne tolregeling volkomen wordt hervormd. Ons vroeger tarief, dat slechts 70 rubrieken bevatte, zal eerlang worden ingetrokken. Ons nieuw tarief dat niet minder dan 1,200 rubrieken behelst, is nog niet goedgekeurd. Het een noch het ander tarief zou, zonder bezwaar, tot grondslag hebben kunnen dienen aan een zeker en vast statuut.

2. Polen bezit overigens een hoog tolltarief, dat dagteekent van 4 November 1919. Het heeft ten doel, Polen toe te laten zijne industrie uit te breiden, en steunt grootendeels op het oud Russisch tarief dat sterk beschermd was en gemiddeld 30 t. h. *ad valorem* bedroeg. Aldus worden, buiten de noodzakelijke producten die niet in het land zijn vervaardigd, de ingevoerde artikelen en inzonderheid de weelde-artikelen aan bijbelastingen onderworpen. De weelde-artikelen, en inzonderheid de zijden stoffen en het borduurwerk, betalen 800 maal het recht van het tarief. Meestal de machines, buiten de landbouwmachines, betalen een vertienvoudig recht. Op de overige ingevoerde artikelen wordt een recht geheven dat 500 maal dat van het tarief bedraagt.

België kon dus bezwaarlijk ten individueelen titel merkelijke vermindering op dergelijke bijbelastingen bekomen. De best te volgen politiek bestond dus in het bekomen van de verminderingen welke aan andere landen worden verleend, dank zij de bepaling van de meest begunstigde natie.

Buiten de overeenkomsten met Zwitserland, Rumenië en Tchecho-Slowakije, waarop wij hooger wezen, heeft Polen verdragen gesloten met Italië, Oostenrijk, Spanje, Nederland, Yougoslavië en Frankrijk.

Deze overeenkomsten voorzien verminderingen. De overeenkomst met Frankrijk aangegaan voorziet voor talrijke artikelen verminderingen van 20 tot 50 t. h. op het algemeen Poolsch tarief. Daar zal België voordeel uittrekken, vermits tal van deze verminderingen op producten slaan welke wij uitvoeren.

3. De handel tusschen België blijft ten slotte nog onzeker en maakt een proeftijd door. Voor het nieuwe Polen is het een begin. Alles is nieuw en alles is nog te doen. Een verdrag van vestiging is dus het best geschikte middel om België evenals Polen toe te laten de proefnemingen voort te zetten met het wederzijdsch verlangen de overeenkomst te verlengen en de economische doordringing der beide landen alsmede hunne handelsbetrekkingen hoe langer zoo meer uit te breiden.

Dit billijkt den duur van een jaar voor het verdrag voorzien, alsmede de bepaling waardoor de overeenkomst vernieuwbaar is door de voortzetting zelf en opzegbaar mits drie maanden vooraf daarvan kennis te geven. Deze termijn van een jaar komt overigens overeen met den termijn van andere

bestaande overeenkomsten die van jaar tot jaar worden verlengd krachtens de bepaling der zwiigende voortzetting. Uit de ervaring is gebleken, dat deze overeenkomsten ons een middel ter hand stellen dat voldoende lenigheid bezit om eene herzienig of gebeurlijke terechtwijzingen toe te laten en tevens kunnen verlengd worden met de economische toenadering aan te sporen en de handelsbetrekkingen te verstevigen.

Het is niet van belang ontbloot, inzonderheid wat betreft de Belgisch-Poolsche betrekkingen, te wijzen op den tegenwoordigen toestand der economische betrekkingen tusschen beide landen, en het bedrijvigheidsveld dat in de toekomst openligt, in het licht te stellen.

A) Buiten de industriele belangen welke wij in Polen bezitten, is de handelstoestand vooralsnu als volgt :

In 1921 bedroeg, volgens de officieele statistieken, de uitvoer van België naar Polen 10,698,614 frank (afgezien van ongeveer 18 miljoen frank voor rogge die, naar het schijnt, tot den doorvoer behoort).

Dit cijfer bevat bruto-stoffen, zooals huiden of gereedgemaakte stoffen (1,534,946 fr.), wol (3,283,047 fr.), katoen (1,523,824 fr.), gefabriceerde producten, zooals garen, automobiels en machines (3,076,752 fr.), voedingswaren (653,824 fr.).

Van Polen werd naar België in 1921 slechts ingevoerd voor 1,760,383 fr. producten waaronder voedingswaren (79,843 fr.), bruto of gereedgemaakte stoffen (1,366,139 fr.) en inzonderheid hout, en gefabriceerde producten (314,300 fr.), waaronder meubelen en machines van gegoten ijzer.

Uit de cijfers van 1922 blijkt, dat de uitvoer van België naar Polen heeft afgenomen, terwijl de invoer van Polen naar België toenam. En vermits het bewezen is, dat de vermindering van onzen uitvoer naar Polen toe te schrijven is aan de daling van den wisselkoers alsmede aan de hoge rechten welke op tal van onze rechten werden geheven en ook aan het verbod van invoer, is het niet overbodig er op te wijzen, dat de nieuwe Handelsovereenkomst toelaten zou het verbod in te trekken en sommige rechten te verminderen. Ook heeft men er zorg voor gedragen *in fine* van artikel 6 te bepalen « dat de beperkingen of verbodsbepalingen betreffende den in- of uitvoer van zekere goederen slechts gehandhaafd zullen worden gedurende den tijd en in de mate waarin zij noodzakelijk zullen gemaakt zijn door de huidige economische omstandigheden ». Vermits, anderdeels, België nooit de wet van 8 April 1922 betreffende de landen met lagen wisselkoers nooit op Polen toegepast heeft, heeft Polen zijnen uitvoer naar ons land kunnen uitbreiden. Het valt buiten kijf dat de nieuwe overeenkomst die uitbreiding nog kan bevorderen.

B. Zijn de handelsbetrekkingen tusschen de beide landen vooralsnog weinig uitgebreid, dan hebben wij toch de gegronde hoop, dat die betrekkingen in de toekomst zullen vermeerderen.

België en Polen zijn landen die elkaar aanvullen. Wij moeten uit Polen grondstoffen kunnen trekken. Polen moet in België fabricaten en

aalf-fabricaten vinden. Nieuw Polen waarvan het grondgebied schier zoo groot is als dat van Frankrijk, heeft 27 millioen inwoners. Het land is in wederopbouw en heeft onbetwistbare behoeften. Eerlang zal het, vooral indien zijn wisselkoers verbetert, een land zijn voor het beleggen van vreemde kapitalen alsmede eene bron van producten.

Graaf Sobansky, de uitstekende diplomaat die Polen te Brussel vertegenwoordigt, heeft in Mei l.l. in het bulletijn van « La Société Belge d'Etudes et d'Expansion » een artikel laten verschijnen waarin hij wijst op den tegenwoordigen economischen toestand van Polen, op den vooruitgang door zijn land gemaakt, en op de handelsbelangen welke zijn land in de toekomst met het buitenland verwezenlijken kan. De studie is belangwekkend inzonderheid daar zij den jongsten toestand aangeeft der *natuurlijke rijkdommen van het land*, in *steenkool* (4,800 vierk. kilom., jaarlijks 40 millioen ton, waardoor Polen de vierde plaats voor deze opbrengst bekleedt), in *ligniet* (in het bekken van Dabrowa, in Posnanië en in Opper-Silezië), in *zink- en looderts* (in 1913, 600,000 ton), in *petroleum* (1 millioen ton per jaar; dat is de grootste rijkdom in delfstoffen van Galicië), in *steenzout* (300,000 ton per jaar te Wieliczka en in Oost-Galicië), in *potassiumzout*, in *ijzererts* (2 millioen ton in 1913). Eveneens wijst de studie op den *staat van den landbouw* van dezen gewezen « graanzolder » van Europa, die in 1919 nog 26 t. h. bebouwden akkergrond bezat en in 1922 nog slechts 2.1 t. h., die in Europa den tweeden rang bekleedt voor de roggeopbrengst en de aardappelenteelt, den derden rang voor de haver en den vierden voor de gerst en de suikerbeet, die in 1922 300,000 ton suiker heeft geleverd, dat is de helft van de vooroorlogsche opbrengst, die 5 millioen hectaren bosch bezit met eene gemiddelde opbrengst — vóór den oorlog — van ongeveer 4 kubieke meters per hectaar, die bovendien zijn veestapel heeft hersteld welke in 1910 bestond uit 3,402,600 paarden, 8,374,800 stuks hoornvee, 4,277,100 schapen en geiten en 5,400,000 varkens. De studie weidt verder uit over den heden-daagschen toestand van Polen's *industrie*, van zijne *metuurnijverheid* met de brandstof voor het ijzererts bij de hand, van zijne *textielnijverheid* waarin 200,000 arbeiders werkzaam zijn, van zijne zeer uitgebreide *cementnijverheid*, van zijne chemische bedrijven, zijne papier-, glas-, leder- en meubelindustrie, enz., nijverheidstakken die « zonder toerusting », zonder grondstoffen en zonder kapitalen, na den oorlog overal hunne bedrijvigheid terugvinden. De studie wijst er eveneens op dat, voor het herstel van het spoorwegnet dat nog maar over 4,350 locomotieven en 90,000 wagons beschikt, bestellingen werden gedaan in België en in Amerika, en zij herinnert eraan dat de nieuwe President der Republiek, de noodzakelijkheid inziende vóór alles den financieelen toestand van het land aan te zuiveren, eene conferentie heeft samengeroepen der gewezen ministers van financiën die een programma hebben opgemaakt, dat de Regeering thans tracht uit te voeren. Sedertdien is eene zeer belangwekkende uiteenzetting verschenen van de pen van den heer Grabski, Minister van Financiën, onder den titel « De Gezondmaking der Poolsche

Financiën ». Dit werd gevolgd van een wetsontwerp tot het herstel van 's Lands financiën, alsmede van een financieel plan uit te voeren vanaf 1923 tot 1925. Daaruit blijkt de praktische zin welke Polen ten dienste stelt van zijne krachtsinspanning.

*
* *

Behalve het beginsel der bepaling van de meest begunstigde natie, bevat het ontwerp eene reeks duidelijk bepaalde toepassingen van dit beginsel, en tevens een stelsel van veiligheid en bescherming betreffende de essentieele rechten der onderhoorigen van de twee landen, en gesteund op de wederkeerigheid.

1. Eenerzijds vormt het verdrag eene keure van de essentieele belangen, betreffende dewelke het voorrecht der *wederkeerigheid* is bepaald.

Deze wederkeerigheid wordt voorzien namelijk :

a) voor de behandeling ten opzichte van hun rechtstoestand van de onderhoorigen der mede-contracteerende natie, van hunne roerende en onroerende goederen, van hunne rechten en belangen, en in 't bijzonder van het recht dat zij hebben in rechten op te treden, toegang te hebben tot de overheden, vrijelijk hunne advocaten en mandatarissen te kiezen (art. 2);

b) voor de oprichting der burgerlijke en handelsmaatschappijen. Het gerechtelijk bestaan van eene Belgische maatschappij, in België gevestigd, zal in Polen erkend worden — (en omgekeerd) — en zij zal, mits zich naar de wetten en reglementen te gedragen, vrijen en ongehinderden toegang hebben tot de rechtbanken. Zij zal, mits zich te gedragen naar de Poolsche wetten, zich op het Poolsch grondgebied kunnen vestigen, daar bijkantoren en bijhuizen kunnen stichten en er hare nijverheid uitoefenen, en geen uitzonderingstelsel zal op haar kunnen toegepast worden wat betreft de heffingen en belastingen en de fiscale verplichtingen (art. 3);

c) voor de uitoefening van den handel en de nijverheid in het andere verdragsluitend land, voor de betaling van de rechten, taxes, vervoertarieven, belastingen, enz. die daarmede in verband staan; voor het ontstaan van de betaling der leeningen, van de nationale giften en de opgelegde bijdragen voor oorlogsbehoeften;

voor de vrijstelling van den militairen dienst en van de verplichte officieele ambten;

voor de militaire dienstverstrekkingen en opeischingen (art. 5);

d) voor de vrijstelling van alle invoer- en uitvoerrechten, onder voorbehoud, wel te verstaan, van de in zwang zijnde reglementen 1^o voor de stalen onderhevig aan de tolrechten, met inbegrip van deze der handelsreizigers; 2^o voor de voorwerpen bestemd voor de tentoonstellingen en prijskampen (art. 8);

e) voor het recht voorzien ten gunste van de handelaars, fabrikanten en handelsreizigers, dragers van eene erkenningskaart van hun land, om aankopen te doen, en bestellingen in het andere land te laten zoeken (Art. 10);

f) voor de behandeling van de landverhuizingsdiensten van het eene land in het andere land, wat betreft de machtigingen, de heffingen en andere tegemoetkomingen (Art. 11);

g) voor wat betreft de rechten, taxes, lasten en behandeling ten opzichte van de schepen en booten, van de ladingen, passagiers en bagage van het andere land, evenals van wat betreft het plaatsen van de schepen en booten, het lossen en laden daarvan, en de formaliteiten waaraan de schepen en de bemanning onderworpen zijn (Art. 12);

h) voor de koopwaren die door een van beide landen worden vervoerd, zij zullen beiderzijds ontheven zijn van tolrechten, met uitzondering van de statistiek- en toezichtsrechten (Art. 9).

2° Anderzijds maakt het verdrag de *bepaling der meest begunstigde natie* toepasselijk op eenige concrete gevallen.

Zoo wordt het beginsel van kracht gemaakt :

a) voor de binnenlandsche rechten en taxes te treffen voor rekening van den Staat, de provinciën en de gemeenten of van andere openbare instellingen. Deze rechten en taxes kunnen in Polen niet geheven worden van de voortbrengselen, koopwaren en artikelen van Belgischen oorsprong op strengere of meer belemmerende wijze dan de Poolse voortbrengselen, koopwaren of artikelen van gelijke soort, of deze van de meest begunstigde natie (Art. 4);

b) voor de oorspronkelijke voortbrengselen van den grond of de nijverheid, en herkomstig van een der beide landen. Eender of zij bestemd zijn voor het verbruik, of voor het opslaan, of voor het verzenden, of voor het doorvoeren — zij zijn onderworpen, wat aangaat de rechten en de bepalingen, aan de behandeling verleend aan de meest begunstigde natie.

De verzendingen van een van beide landen naar het andere mogen, door het uitvoerend land, niet belast worden met rechten en taxes andere dan deze die drukken op dezelfde voorwerpen uitgevoerd naar het ten dien aanzien meest begunstigd land. Hetzelfde geldt voor de beperkingen te stellen aan deze uitgevoerde artikelen (Art. 6);

c) voor de vrijheid van den doorvoer, welke thans in Europa tot het gemeene recht behoort, maar die door elk van beide landen op het andere zal toegepast worden, met de bijkomende verzekering van de behandeling der meest begunstigde natie;

d) voor de landverhuizingsondernemingen. Deze zullen in elk van beide landen, onder alle opzichten, dezelfde rechten, voorrechten, immuniteten en uitzonderingen genieten als de gelijkaardige ondernemingen in het meest begunstigde land (Art. 11);

e) voor al de bestuurlijke en andere formaliteiten welke noodzakelijk gemaakt worden door toepassing van de in de overeenkomst vervatte schikkingen, zonder dat de bepalingen van het verdrag die de behandeling van de meest begunstigde natie waarborgen, voor gevolg kunnen hebben afbreuk te doen aan de wetten, verordeningen en reglementen in zake handel, nijverheid, politie, algemeene veiligheid in de uitoefening

van zekere ambachten of beroepen « welke in elk van beide landen van kracht zijn of zullen worden en toepasselijk zullen zijn op de vreemdelingen. » (Art. 13).

* *

Het is bijna niet noodig het groot belang voor België te doen uitschijnen van de bepalingen van artikel 11 betreffende de landverhuizing.

Zij hebben voor practisch gevolg niet alleen den vrijen doorvoer van de uitwijkelingen, door Polen te verzekeren en namelijk van de Roemeensche en Bulgaarsche emigranten die zich naar de haven van Antwerpen zouden begeven, maar tevens in Polen aan de landverhuizingsondernemingen, die in België zijn gevestigd, de gunstigste behandeling te verleenen welke verleend wordt aan de gelijksoortige ondernemingen eener andere natie, en op de Belgische vertegenwoordigers of de gevolmachtigde agenten van deze ondernemingen in Polen gansch dezelfde behandeling toe te passen als op de Poolsche onderhoorigen.

Deze bepaling heeft voor doel de haven van Antwerpen, onder opzicht van de uitwijking van Polen of van uitwijkelingen die dóór Polen trekken, op denzelfden voet te stellen als de haven van Dantzig of de meest begunstigde vreemde haven.

* *

Artikel 7 van het Verdrag voorziet eene uitzondering aan het grondbeginsel dat de clause van de meest begunstigde natie vormt, en dat in artikel 6 is omschreven. Dit artikel bepaalt dat elk van beide Verdragssluitende Partijen zich verbindt automatisch de andere partij te doen genieten elke gunst, elk voorrecht, elke vermindering van rechten of taxe, voor goed of voorloopig verleend aan eene andere natie.

Luidens artikel 7 zal dit beginsel niet toepasselijk zijn op :

1^o de voorrechten verleend of die later verleend zouden kunnen worden door een der Verdragssluitende Partijen in het grensverkeer met de aangrenzende landen ;

2^o de bijzondere gunsten uit een tol- of economisch verbond voortvloeiend ;

3^o het voorloopig tolregime tusschen de Poolsche en Duitsche gedeelten van Opper-Silezië.

Deze uitzondering is te verklaren door den bijzonderen toestand voortvloeiend uit den toestand der grenzen, en tevens door het uitzonderlijk belang dat eene tol- of economische vereeniging voor een van beide landen kan opleveren. Het is namelijk van toepassing op België ten aanzien van het Groothertogdom Luxemburg, en op Polen ten aanzien van Opper-Silezië.

* *

Eenige opwerpingen werden tegen het verdrag aangevoerd buiten de Commissie. Deze kritieken gingen vooral over het beginsel gehuldigd

door de bepaling van de meest begunstigde natie, en over artikel 6 dat er de beteekenis van omschrijft.

Zij waren gesteund op twee beweeggronden :

1° Dit verdrag, waarbij aan Polen het voordeel van ons toekomstig minimumtarief wordt toegestaan, kan eene belemmering wezen voor de economische onderhandelingen en deze betreffende de douane die met Frankrijk gevoerd worden.

2° Dit verdrag kan een gevaarlijk voorgaande zijn: Voor latere onderhandelingen met andere landen berooft het ons van een verdedigingsmiddel, dat wij hadden behouden met enkel gedeeltelijke verminderingen toe te staan van ons maximum-tarief, en met, bij voorbeeld, een tusschen-regime te handhaven tusschen de hoogste en de laagste cijfers van ons toekomstig tarief.

Het antwoord op die opwerpingen is niet moeilijk.

1° Wat betreft onze onderhandelingen met Frankrijk is het voldoende er op te wijzen dat deze afgelopen zijn, en dat zij ten andere geen enkel oogenblik werden belemmerd of beïnvloed door het Belgisch-Poolsch Verdrag, waarvan Frankrijk den inhoud kende en waarvan het zeer goed de draagkracht begreep.

2° Wat betreft den grond zelf van het Verdrag dient vooreerst te worden opgemerkt dat daarin niets nieuws ligt. Belgie, dat altijd vrij-handel heeft voorgestaan, en dit moet blijven doen, zoo het niet wil blootgesteld zijn aan de ergste economische misrekeningen, heeft in de meeste gevallen in zijne verdragen de bepaling der meest bevoorrechte natie neergelegd. Het heeft aldus het voordeel van haar minimum-tarief verleend aan de andere partij, maar het heeft, door de wederkeerigheid, aan de uitvoerders van het eigen land hetzelfde voordeel verleend, en dan wanneer het, het grootste deel zijner voedingsstoffen en der grondstoffen voor zijne nijverheid moet invoeren, en zijne half- of heelfabricaten moet uitvoeren, heeft het wijselijk dekking gezocht tegen vergeldings- of beschermingsmaatregelen die binnenlands de levensduurte zouden doen stijgen, en het buitenlands zouden ruïneren in de mededinging.

Het Belgisch minimum-tarief is niet zonder voorbehoud aan Polen toegestaan. Practischerwijze ja, maar op voet van de werking der clause van de meest begunstigde natie. Welnu, deze clause bindt ons reeds aan een groot getal landen, die ons minimum-tarief zullen bekomen, dan wanneer zij voor den invoer van hunne producten in andere landen zullen onderworpen zijn aan een strenger stelsel. Dit is de grond zelf der bepaling van de meest begunstigde natie. Het minimum-tarief zal dus zijne normale toepassing behouden in meest al onze verdragen. Een protectionnistisch land vindt het misschien voordeliger enkel verdragen met geannexeerde tarieven te maken. Daarin vindt het een middel om beter een deel van zijn nijverheid en van zijn producten te beschermen. Een land met vrijhandel daarentegen, dat zijne belangen met een ruimeren blik en met meer liberale inzichten moet beschouwen, zou zich weldra blootstellen aan de ergste gevaren, met den weg op te gaan

der verdragen met verschillende tarieven. Vooral wanneer dit land klein is en wanneer het zich in de noodzakelijkheid bevindt de genegenheid van sommigen te winnen, zou het er toegebracht worden aan de eenen voordeelen toe te staan die het aan anderen zou verleend hebben, zonder als vergoeding misschien de voordeelen en de ontlastingen te bekomen die de andere partij verplicht was te verleenen aan derden, en die het enkel kan bekomen, zonder betwisting en zonder loven en bieden door de clause der meest begunstigde natie. Zulke clause is gemaakt voor een land blootgesteld als het onze. Zij is gemaakt voor een land dat, als het onze, het grootste deel van zijn grondstoffen en 70 t. h. van zijn voedingswaren moet invoeren. Zij is gemaakt voor een land dat als het onze, voor zijn nijverheid en zijn handel, afhangt van het buitenland.

Wat meer bijzonder onze betrekkingen met Polen betreft, is het duidelijk dat het ons onmogelijk zou geweest zijn door een verdrag met geannexeerde tarieven het regime te bekomen dat van Polen door Frankrijk werd verkregen, tegenover welk land Polen hoogere beweeggronden had tot het brengen van offers. Welnu, de voordeelen door Frankrijk bekomen hebben wij zonder uitzondering door het verdrag verkregen, dank zij de bepaling van de meest begunstigde natie.

De Belgische nijverheid kan ten andere gerust zijn. Het volstaat een blik te werpen op het cijfer van den invoer uit Polen in de laatste jaren om vast te stellen dat dit geen enkele vrees wettigt. Men moet evenmin de mededinging vreezen die de Poolsche producten onze eigen voortbrengselen in België zouden aandoen, door den lagen stand van de valuta. Tot hiertoe heeft deze mededinging zich niet voorgedaan. De Poolsche geldkoers is aan 't stijgen. En eene verbetering van de Poolsche industrie, die een beduidenden invoer in België kan medebrengen, kan enkel samengaan met eene heropleving van de Poolsche financiën. De mogelijkheid voor België zijn uitvoer naar Polen dadelijk te vermeerderen is ten andere eene ernstige vergelding voor deze wisselvalligheden.

Eindelijk heeft het Verdrag slechts een beperkten duur. Na een jaar kan het ten allen tijde verbroken worden mits een opzeg van drie maand te voren. Na deze korte proef zullen wij zonder twijfel de aanmerkingen hooren die de toepassing van het verdrag bij onze industrie doet oprijzen, en de verantwoordelijke Regeering zal hare besluiten weten te trekken.

In afwachting, Mijne Heeren, hoop ik dat alle vrees zal verdwijnen, en dat een tijdperk van steeds groeiende commercieele toenadering moge aanbreken tusschen twee landen die tot elkander worden aangetrokken door eene innige waardeering, en die op het gebied der economische belangen, gemaakt zijn om door samenwerking elkander te begrijpen, aan te vullen en te versterken.

De Verslaggever,

PAUL SEGERS.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET
